

Le groupe de pression espère obliger les partis politiques à désigner 50 pour cent de femmes comme candidates aux élections parlementaires et locales de 2011.

Le pays occupe l'avant pénultième rang parmi les 14 pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en termes de représentation des femmes avec seulement 14 pour cent ou 22 femmes parmi les 150 membres du parlement. Au niveau de la gouvernance locale, les femmes conseillères font un pourcentage dérisoire de sept pour cent.

La Zambie n'a pas atteint l'objectif de la déclaration de la SADC sur le genre d'obtenir 30 pour cent de représentation féminine au parlement au plus tard en 2005. Il reste à savoir si le protocole de la SADC sur le genre et le développement qui engage les pays à travailler dans le but d'obtenir 50 pour cent de femmes au niveau des postes politiques et de prise de décision d'ici à 2015 sera atteint, puisqu'il n'y a actuellement aucune loi qui oblige les parties à le faire.

Mais Sharon Chileshe, chargée du renforcement des capacités et du développement du leadership à ZNWL, est optimiste et déclare qu'il y a eu de bonnes réactions de la part des partis politiques qui ont été engagés à travers des ateliers de sensibilisation.

"Nous avons tous les instruments nécessaires pour faire propulser les femmes dans les postes de prise de décision, nous avons demandé aux partis politiques d'identifier les femmes qu'ils veulent présenter comme candidates aux divers niveaux de direction et de nous les envoyer pour une formation", déclare-t-elle.

La formation consiste à donner aux femmes candidates des compétences de leadership pour les portefeuilles de présidence, de parlement et de gouvernance locale avec des informations fournies en vue de les aider à renforcer leur capacité de gérer.

Mais cela est peut-être insuffisant. Un rapport publié en 2008 par les Femmes, Droit et Développement en Afrique (WILDAF) sur les élections générales de 2006 montrant la faible représentation des femmes, indique que le régime électoral de la Zambie a introduit des obstacles qui empêchent la participation significative des femmes comme candidates.

Cela explique la nécessité d'adopter une discrimination positive, déclare Joyce Macmillan, présidente de WILDAF. Selon elle, il y a trois principaux défis que les femmes doivent relever: les ressources limitées pour mener des campagnes, les stéréotypes traditionnels résultant en l'insuffisance de qualifications académiques, et la perception sociale selon laquelle le rôle de la femme ne devrait pas être dans le domaine public.

Et comme le fait actuellement la campagne 50/50, WILDAF a conduit des initiatives de renforcement des capacités donnant aux femmes le pouvoir de contester efficacement les élections locales de 2006, mais cette organisation a trouvé que la participation des femmes n'est pas encore satisfaisante.

"D'un total de 438 femmes formées pour participer aux élections locales, 97 ou 22 pour cent ont réellement fait la demande d'être retenues comme candidates par les divers partis politiques et seules 57 femmes candidates, représentant 13 pour cent, ont été retenues par les divers partis politiques", souligne Macmillan. "Il faut des dispositions constitutionnelles qui donneront aux femmes leur juste représentation dans les postes de prise de décision."

La répartition des candidats par sexe montre que seuls 106 candidats au parlement sur 709 étaient des femmes. De plus, seuls 27 candidats indépendants au parlement sur 130 étaient des femmes. Au niveau de la gouvernance locale, 387 candidats seulement sur 4.095 ont obtenu des sièges.

Mais Mirriam Munyinda de la Commission de coordination des organisations non gouvernementales (NGOCC), un réseau d'organisations de femmes, déclare que le gouvernement doit mettre en place un cadre juridique et promouvoir la discrimination positive en vue de niveler le terrain de jeu.

Aux dernières élections générales, des efforts pour obtenir davantage de femmes aux postes de prise de décision ont très peu réussi non seulement parce que les femmes candidates étaient peu nombreuses, mais également, parce que dans certains cas, elles se trouvaient opposées les unes contre les autres au niveau parlementaire.

Mais Charles Kakoma, porte-parole du Parti uni pour le développement national (UNPD), parti de l'opposition, déclare, sans engager son parti à obtenir 50 pour cent de femmes candidates, que son parti soutiendra la pression des femmes tant que la capacité et l'aptitude de donner des résultats ne sont pas compromises.

"Nous aimerions avoir davantage de femmes en lice lors des prochaines élections. La sélection sera très difficile et nos femmes devront avoir la qualité – elles devront répondre aux exigences

académiques minimales, avoir de l'expérience professionnelle et, dans l'ensemble, des compétences organisationnelles pour savoir comment mobiliser les gens", déclare Kakoma.

Il a ajouté que la prérogative du choix des candidats pour l'UPND réside entre les mains du comité national de direction du parti.

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme en mars, George Kunda, vice président du pays, a fait appel aux partis politiques dans le pays pour qu'on donne plus de chances aux femmes de participer comme candidates aux élections générales de l'année prochaine.

Kunda, qui est aussi ministre de la Justice, déclare que la Conférence nationale constitutionnelle (NCC), qui a été chargée de proposer une nouvelle constitution qui pourrait être utilisée à l'occasion des élections de l'année prochaine, est en train d'examiner l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes.

"J'ai la ferme conviction qu'à travers la NCC, nous sommes en train de jeter les bases du renforcement de l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes", dit-il.

Cependant, sans exigences constitutionnelles, il est difficile de voir comment les femmes pourront atteindre les 50 pour cent de représentation dans les postes de prise de décision à travers les élections de l'année prochaine, même avec la campagne du groupe de pression des femmes.

Après tout, la plupart des partis politiques, dans leurs manifestes, ont réaffirmé leur engagement à l'égalité du genre, pourtant aucun d'eux n'a atteint l'objectif des 30 pour cent du protocole de la SADC sur le genre.